

« Amplifier nos relations avec les pays émergents. »

Fernand Grulms (Luxembourg for Finance)



Photo: Chantal / Ritz (archives)

INVESTISSEMENTS

LES CAPITAUX VIENDRONT DE PLUS LOIN

Aujourd'hui, les tensions qui agitent le modèle social luxembourgeois auraient, selon les représentants des entreprises, des incidences néfastes sur l'image du Luxembourg vis-à-vis des entreprises et investisseurs étrangers. En effet, les blocages au cœur du dialogue social sont aujourd'hui problématiques et empêchent le Luxembourg de prendre des réformes pourtant nécessaires. « Mais plus globalement, c'est la mentalité du pays qu'il faut changer. On a encore récemment vu les ressentiments qui pouvaient se faire entendre vis-à-vis d'investisseurs venant de contrées plus lointaines, explique Paul Ensich. Il ne faut pas oublier que le Luxembourg a toujours été un pays qui a attiré des capitaux étrangers. Son économie a, en grande partie, fonctionné comme ça. La croissance émane maintenant de pays dits émergents, il ne faut pas s'étonner que les capitaux puissent venir de plus loin. Dès lors, il faudrait pouvoir l'accepter si nous voulons continuer à maintenir un certain niveau de vie. » **S.L.**

« Le maintien de l'industrie et le développement de nouvelles activités constituent des éléments essentiels pour le secteur de l'artisanat, explique Paul Ensich, directeur de la Chambre des métiers. Le développement d'un secteur comme celui de la logistique, par exemple, aura pour conséquence le développement de nouveaux halls de stockage et nécessitera des activités de maintenance. »

Miser sur les PME et PMI

Si le Luxembourg ne doit plus forcément compter sur la présence d'acteurs d'envergure, il ne faut pas négliger le potentiel des PME et PMI à moyen terme. « Ce sont des structures de petite ou moyenne envergures qui ont à ce jour le plus de chance de se développer. Mais pour favoriser leur émergence, il faut développer une vraie politique en leur faveur, avec une réduction des charges administratives, des procédures simplifiées notamment en termes d'aménagement du territoire. Aujourd'hui, il faut avant tout encourager l'initiative entrepreneuriale, quel que soit le secteur d'activité, et non établir des règles et procédures qui s'apparentent à des barrières infranchissables pour ceux qui veulent développer une activité économique sur le territoire », poursuit Paul Ensich.

Le secteur de l'artisanat espère aussi pouvoir bénéficier de retombées autour des enjeux liés à l'efficacité énergétique. Les exigences en terme de réduction des émissions de CO₂, mais aussi l'émergence de nouvelles techniques et systèmes permettant à chacun d'être énergétiquement plus autonome, constituent un terrain de prédilection pour l'artisanat, qui regroupe aussi bien les installateurs que les constructeurs. « Tout comme les investissements consentis dans les infrastructures de communication ont généré de l'emploi pour le secteur de l'artisanat, ne fut-ce que pour l'installation du réseau de fibres », constate Paul Ensich.

D'un autre côté, dans le contexte actuel de contrôle des dépenses, le secteur de l'artisanat redoute un affaiblissement des investissements de l'État. « Jusqu'à présent, le gouvernement était parvenu à tenir les investissements étatiques à un haut niveau, explique le directeur de la Chambre des métiers. L'emploi a ainsi été maintenu dans de nombreuses structures, qui ont aussi pu trouver des solutions pour travailler mieux avec des moyens plus limités. 2013 devrait encore constituer une année correcte, dans la mesure où les carnets de commandes sont encore fournis. Mais l'année 2014, avec une concurrence rude aux frontières et des marges laminées, s'annonce plus difficile. » ■